



RAPPORT DES REALISATIONS 2024

des ONGI MEMBRES DU FONGIM

WWW.FONGIM.ORG



Forum des ONG Internationales au Mali
Coordonner | Plaider | Renforcer



Fongim

Forum des ONG internationales au Mali
Coordonner | Plaider | Renforcer

**RAPPORT DES RÉALISATIONS
DES ONGI MEMBRES DU FONGIM
2024**

TABLE DES MATIERES

Chiffres clés du rapport _____	01
Liste des acronymes _____	02
Mots du Président _____	03
Introduction _____	04
Ressources humaines et financières _____	05
Réponses sectorielles _____	06
Perspectives _____	19
Cas de succès _____	20
Défis rencontrés _____	37
Bonnes pratiques _____	38
Liste des ONG contributrices _____	45
Remerciements _____	46



CHIFFRES CLÉS



1 589

écoles appuyées



132 512

enfants inscrits



136 214

élèves appuyés
en kits scolaires



4 786

enseignants
formés



7 631

latrines
construites/réhabilitées



1 006

points d'eau
réalisés



1 261

centres de santé
appuyés



143 575

enfants malnutris
aigüs modérés/sévères
pris en charge



8 731

survivantes VBG
prises en charge



31 073

femmes
enceintes/allaitantes
prises en charge



399 540

PDI assistées
en vivres



11

BAIE mises
en place



428

hectares aménagés
en sites maraîchers



5 644

hectares
réhabilités



1 555

comités de protection
mis en place et
fonctionnel



LISTE DES ACRONYMES

- AGR** : Activités Génératrices de Revenus
AMADECOM : Association Malienne pour le Développement Communautaire
AVEC : Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
CAV : Conseiller Agricole Villageois
COFERSA : Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire
CSCOM : Centre de Santé Communautaire
FONGIM : Forum des ONG internationales au Mali
HRP : Plan de Réponse Humanitaire
MAS : Malnutrition aiguë sévère
MATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
NFI : Non-Food Item
NRC : Conseil Norvégien pour les Réfugiés
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONGI : Organisation Non Gouvernementale Internationale
SAME : Sécurité Alimentaire et les Moyens d'Existence
SCI : Save the Children International
TLTN : Transforming Lives Through Nutrition
TSC : Travailleur de Santé Communautaire
VBG : Violences Basées sur le Genre
VSLA : Village Savings and Loan Association
WASH : Water, Sanitation and Hygiène

MOTS DU PRESIDENT

Quinze ans après sa création, le Forum des Organisations Non Gouvernementales Internationales au Mali (FONGIM) a l'honneur de vous présenter son deuxième rapport d'activités, qui compile le travail de 82 de nos 110 membres. Ce document met en lumière des actions concrètes et témoigne de l'engagement continu de nos organisations sur le terrain, aux côtés des communautés.

L'année 2024 a été marquée par la persistance d'une crise multidimensionnelle, touchant les régions du Nord, du Centre et de l'Ouest du pays. L'accès humanitaire est resté entravé par un contexte sécuritaire fragile, limitant parfois notre capacité à intervenir. À cela se sont ajoutées les conséquences du changement climatique, qui frappent durement le Mali comme l'ensemble du Sahel.

Par ailleurs, la réduction des financements, combinée à une augmentation constante des besoins humanitaires et de développement, a rendu notre mission encore plus complexe. Malgré ces contraintes, nos membres se sont mobilisés sans relâche pour répondre aux urgences et accompagner les dynamiques locales de développement.

Ce rapport illustre leurs réalisations dans des domaines essentiels tels que la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, l'éducation, la santé, la nutrition et la protection. Avec des ressources limitées mais une détermination sans faille, ces organisations ont poursuivi leur objectif premier : sauver des vies et renforcer la résilience des communautés vulnérables.

Ces résultats sont le fruit d'un engagement collectif. À ce titre, nous tenons à remercier nos bailleurs de fonds, dont le soutien



constant rend ces efforts possibles et qui continuent de nous accompagner dans la mobilisation de ressources malgré un contexte difficile. Nous adressons également nos remerciements au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, à travers la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT), pour son ouverture, son soutien constant et son accompagnement institutionnel. Notre gratitude va aussi aux collectivités territoriales, dont l'engagement et l'implication dans la mise en œuvre des activités sont essentiels à leur succès. Enfin, nous saluons le leadership des communautés, dont la participation active et croissante contribue à des réponses plus adaptées, plus inclusives et véritablement centrées sur leurs besoins.

Dans les années à venir, nous poursuivons nos efforts pour renforcer la compréhension de nos activités par le grand public, afin d'offrir une vision plus claire de nos mandats et de nos actions, et d'éviter toute interprétation erronée de notre rôle.

Alors que nous regardons vers l'avenir, ce rapport se veut aussi un appel à l'unité et à l'innovation. Le chemin qui nous attend est exigeant, mais il ouvre la voie à une coopération encore plus forte entre acteurs humanitaires, autorités nationales et partenaires techniques et financiers. Ensemble, nous pouvons transformer les épreuves en opportunités et construire, avec et pour les communautés, un avenir porteur d'espoir.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

INTRODUCTION

Le Mali a fait face à une crise humanitaire complexe, exacerbée par une insécurité persistante et des conflits dans les pays voisins.

Selon le rapport DTM de décembre 2024, près de 400 000 personnes déplacées internes (PDI) ont été identifiées.

De plus, l'instabilité régionale a entraîné l'arrivée de plus de 57 000 réfugiés sur le territoire malien, qui se trouvent dans le besoin d'aide humanitaire. Au total, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP 2024) estimait que 7,1 millions de personnes étaient dans le besoin à travers le pays.

Face à l'ampleur de cette crise, les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) ont joué un rôle crucial en apportant leur soutien à la population malienne.

Elles ont mis en œuvre 169 projets dans différentes régions du pays, couvrant l'aide humanitaire d'urgence et des initiatives de développement à long terme.

Ce rapport a pour but de documenter les réalisations des ONGI au Mali pour l'année 2024. Il compile les données et les résultats fournis par 82 ONGI.

Le rapport offre un aperçu des efforts déployés, à travers une série d'indicateurs clés qui mettent en lumière l'impact de leur travail. Il se concentre sur les secteurs jugés les plus cruciaux et les plus fréquents.

Il inclut des informations détaillées sur des domaines vitaux tels que l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (WASH), les Abris et les articles ménagers essentiels, l'Éducation, la Santé & Nutrition, la Sécurité Alimentaire et les Moyens d'Existence (SAME), et la Protection.



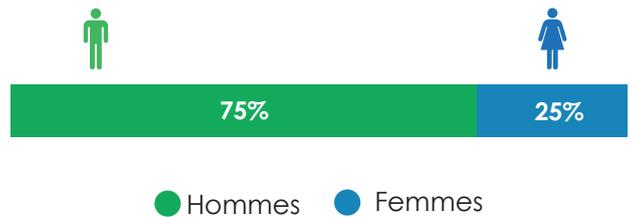
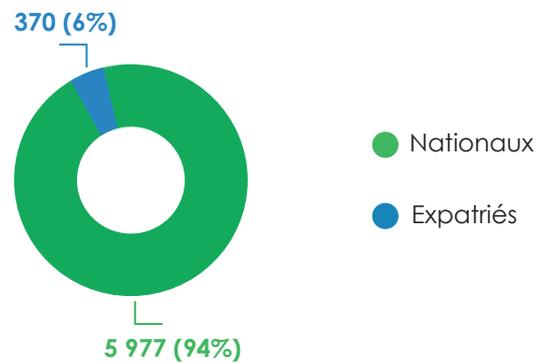


RESSOURCES HUMAINES & FINANCIERES MOBILISEES

En 2024, les **82** ONG internationales ayant contribué à ce rapport ont employé en tout **6 347** personnes réparties comme suit :

5 977 maliens

370 expatriés



Globalement, ces 82 organisations ont pu mobiliser 277 milliards de FCFA (422 186 904 Euro) pour venir en aide à plus de 4 millions de personnes au Mali.



**REPONSES
SECTORIELLES**



**EAU, HYGIÈNE ET
ASSAINISSEMENT**



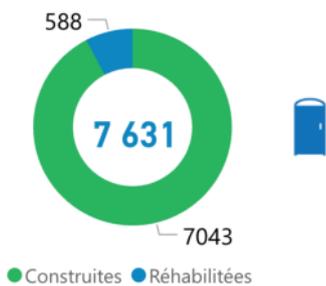
L'accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène demeure un défi majeur. L'entretien des infrastructures hydrauliques constitue également une difficulté qui impacte négativement la couverture en matière d'accès à l'eau. Un faible accès à l'eau potable est l'une des principales causes des maladies hydriques.

Pour améliorer cette couverture, environ 1 006 points d'eau ont été construits au cours de l'année 2024 et 7 631 latrines construites ou réhabilités.

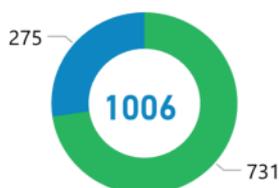


Dans le même temps, **26 354** dispositifs de lavage de main ont été distribués, **8 396** sessions d'hygiène ont été organisés et **647** comités de gestion ont été mis en place.

Répartition des latrines



Point d'eau construits/réhabilités



● #Point d'eau potable ● #Point d'eau sommaire



**ABRIS ET ARTICLES
MENAGERS ESSENTIELS**



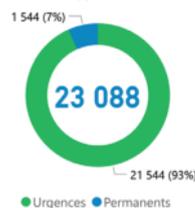
ABRIS ET ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS

Le Mali fait face à des déplacements de population constants, principalement à cause des conflits armés. Cette situation laisse de nombreux ménages dans une grande vulnérabilité, sans abri sûr. Le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) de 2024 estimait que 2 millions de personnes avaient un besoin urgent d'abris. Face à ce défi, les ONG internationales ont intensifié leurs efforts pour fournir une assistance.

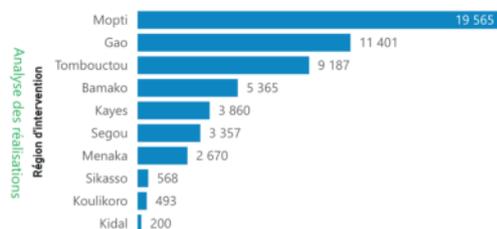
Pour répondre à cette crise, les ONG ont mis en œuvre des projets concrets. Au total, **23 088** abris d'urgence ont été construits pour répondre aux besoins immédiats des familles déplacées. De plus, **988** bâtiments permanents ont été érigés, offrant des solutions de logement plus durables. En plus des abris, **56 666** ménages ont reçu des kits d'articles non alimentaires essentiels (NFI), ce qui a grandement contribué à préserver leur dignité et à améliorer leurs conditions de vie.

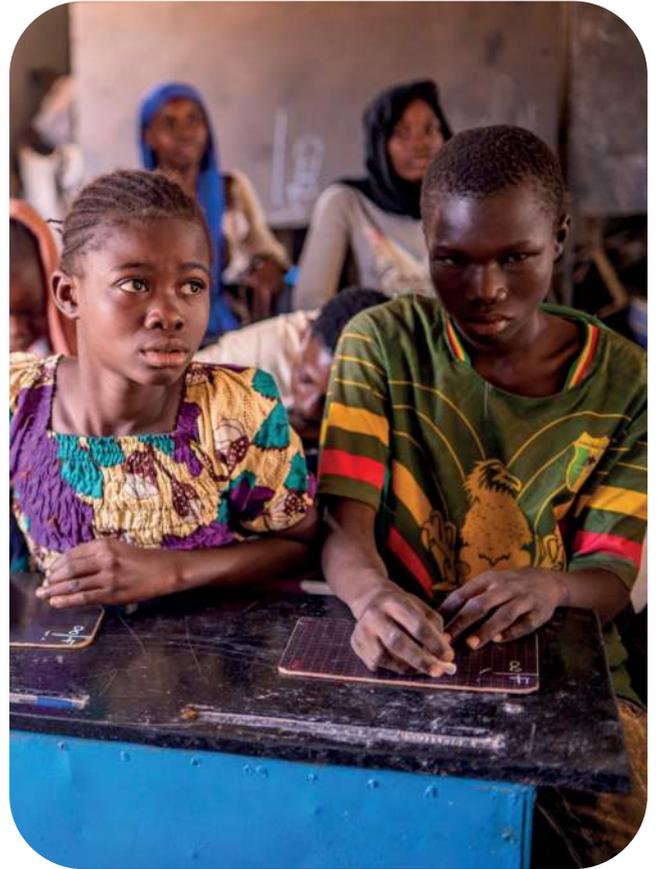


Répartition des types d'abris construits



Répartition des ménages vs région





ÉDUCATION



ÉDUCATION

Selon le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) de 2024, plus de **2 millions** de personnes (filles, garçons et enseignants) ont besoin d'une assistance en matière d'éducation d'urgence. Les conflits ont perturbé les parcours scolaires, laissant des milliers d'enfants sans accès à l'apprentissage.

Pour contrer cet impact négatif, les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) se sont mobilisées pour garantir la continuité et la qualité de l'éducation. En 2024, elles ont apporté leur soutien à plus de **1 589** écoles à travers le pays.

Plus de **519** salles de classe ont été soit réhabilitées, soit construites, offrant des environnements d'apprentissage plus sûrs. De plus, pour renforcer la qualité de l'enseignement, **4 786** enseignants ont bénéficié de formations. L'action des ONG a également permis la réinscription de **132 512** enfants dans le système scolaire et la distribution de kits scolaires à plus de **136 214** enfants, leur fournissant les outils nécessaires pour continuer leur éducation.



Inscription des enfants à l'école

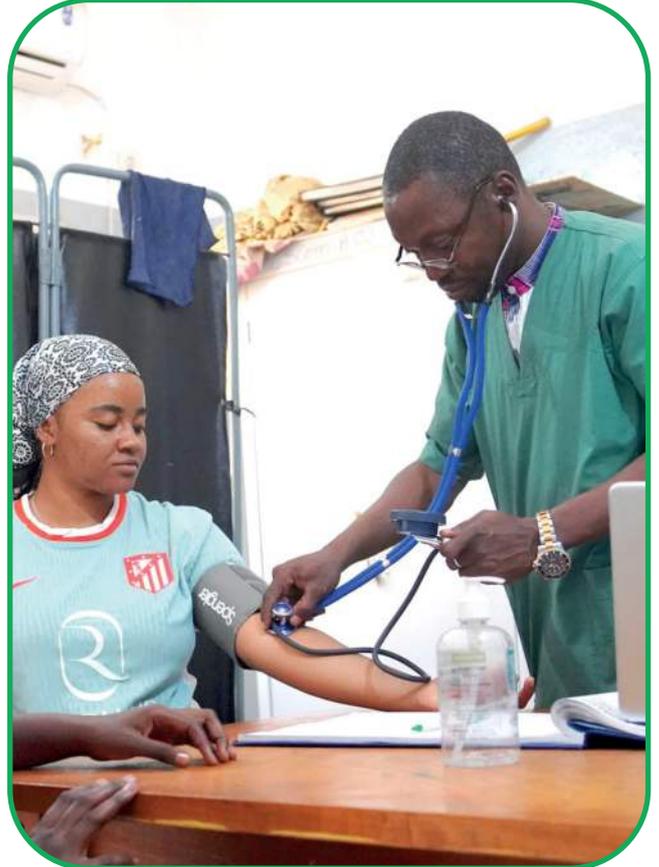


Garçons inscrits
51%



132 512

Filles inscrites 49%



SANTÉ



SANTÉ ET NUTRITION

En 2024, le Mali a vu ses besoins humanitaires s'accroître, surtout dans les domaines de la santé et de la nutrition. On estime à **3,5 millions** le nombre de personnes qui ont besoin de soins de santé.

La malnutrition a atteint des niveaux préoccupants.

Concernant es cas de malnutrition aiguë sévère (MAS), plus de **85 000 femmes** sont concernées, ce qui met en danger leur santé et celle de leurs enfants.

Face à l'ampleur de la crise, les programmes de santé et de nutrition se sont concentrés sur la prise en charge des maladies, le soutien aux structures de santé, ainsi que la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition. Pour y arriver, **288** centres de santé ont été construits ou réhabilités, et **1 261** ont reçu de l'équipement essentiel.

Les efforts pour soutenir le secteur de la santé ont eu un impact direct. Les ONGI ont appuyé **632** centres de santé en vaccins, et **10 772** agents de santé ont été formés pour mieux répondre aux besoins de la population.

Ces actions ont permis la prise en charge de **143 575** enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et sévère, sauvant ainsi de nombreuses vies.



1 261

centres de santé
appuyés



143 575

enfants malnutris
aigus modérés/sévères
pris en charge



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2024, 2,5 millions de personnes avaient besoin d'assistance alimentaire au Mali.

Les projets de sécurité alimentaire et de moyens d'existence mis en œuvre ont contribué au développement de sources de revenus durables à travers des activités de soutien à l'agriculture et au maraîchage, à l'élevage, ainsi que des initiatives de relance économique telles que les Activités Génératrices de Revenus (AGR), les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), etc.

Un total de **946 285 bénéficiaires** a été assisté à travers des distributions de vivres et de coupons. En parallèle, **399 540** personnes déplacées internes (PDI) ont bénéficié d'une assistance en vivre. Au total, **11 829 tonnes** d'aliments ont été distribuées, contribuant à répondre aux besoins urgents des populations affectées par les déplacements, ainsi que par les chocs climatiques.

Par ailleurs, **53 324** bénéficiaires ont été formés en techniques agricoles et **12 924** formés en techniques d'élevage tandis que **428** hectares ont été aménagés en sites maraîchers.

Des activités de résilience face aux chocs récurrents ont également été mises en œuvre, notamment la reconstitution du cheptel à travers la distribution de **17 458** petits ruminants, ainsi que la distribution de **58 362** tonnes d'aliment bétail.



428

hectares aménagés
en sites maraîchers



5 644

hectares
réhabilités



PROTECTION



L'insécurité persistante et la complexité des conflits au Mali ont entraîné une augmentation alarmante des incidents de protection et des violations des droits humains, créant des besoins considérables pour les populations civiles.

Face à cette situation, les Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) jouent un rôle crucial, souvent en collaboration avec des partenaires nationaux et sous la coordination de clusters humanitaires comme le Cluster Protection.

Les menaces explosives sur les routes, qu'elles soient principales ou secondaires, compliquent sérieusement l'accès des acteurs humanitaires aux populations dans le besoin. Ces dangers limitent la capacité des organisations à atteindre les communautés vulnérables et à leur apporter l'aide nécessaire.

Outre les risques pour la sécurité, cette situation a des conséquences économiques importantes. Le transport aérien, plus sûr mais aussi plus coûteux que le transport routier, doit souvent être privilégié. Ces coûts logistiques accrus réduisent les ressources financières disponibles pour l'assistance humanitaire, ce qui limite le volume d'aide qui peut être fourni aux populations affectées.

Pour atténuer ces risques, un grand nombre d'initiatives ont été mises en place. Au total, **44 466** personnes ont suivi des formations liées à la protection avec comme objectif la sensibilisation des acteurs humanitaires, les personnes de contact sur le terrain et les communautés aux dangers des engins explosifs présents dans leur environnement.



5 683
 survivantes VBG
 prises en charge



1 535
 comités de
 protection mis en
 place



DÉFIS RENCONTRÉS

Conflit et sécurité

La persistance de l'insécurité dans les régions du nord et du centre a constitué un défi majeur. La présence de groupes armés, conjuguée aux attaques ciblées, aux enlèvements et aux braquages, restreint considérablement l'accès humanitaire.

Une baisse des financements et le retrait de bailleurs traditionnels

La baisse des financements, voire le retrait de certains bailleurs traditionnels a fortement affecté la mise en œuvre des activités sur le terrain fragilisant la capacité d'intervention des ONGI sur le terrain. Cette situation a entraîné une diminution du nombre d'activités et la fermeture de certaines bases .

Des contraintes logistiques et administratives majeures

La mise en œuvre des projets a été entravée par d'importantes contraintes logistiques, particulièrement dans les zones reculées. L'état dégradé des infrastructures routières, l'impraticabilité saisonnière et les inondations récurrentes ont paralysé la chaîne d'approvisionnement.

A cela s'ajoute les lenteurs administratives structurelles, notamment les retards d'obtention de l'avis de non-objection (ANO).

Des chocs climatiques et une pression humanitaire croissante

Les ONGI ont également été confrontées à une multiplication d'aléas climatiques extrêmes en 2024, notamment des inondations récurrentes et des épisodes de sécheresse prolongée, qui ont aggravé l'insécurité alimentaire et sanitaire dans de nombreuses localités. Ces catastrophes naturelles ont provoqué des déplacements de populations, des interruptions d'activités et une hausse significative des besoins humanitaires, souvent bien au-delà des capacités de réponse disponibles.

Une coordination insuffisante et une faible appropriation locale

Une coordination encore insuffisante entre les acteurs humanitaires, a parfois entraîné des chevauchements d'interventions dans certaines zones. Cette situation est aggravée par une faible appropriation locale des projets, marquée par une implication limitée des services techniques, une mobilisation communautaire inégale et une résistance au changement.

Ces facteurs freinent l'ancrage des actions, compromettent la pérennité des acquis et entretiennent une dépendance des communautés à l'aide extérieure une fois les projets achevés.

PERSPECTIVES

Répondre aux besoins humanitaires

Face à l'augmentation continue des besoins humanitaires, les ONGI poursuivront leurs efforts pour apporter une assistance d'urgence aux communautés vulnérables afin de sauver des vies. Elles renforceront également leurs capacités de préparation et de réponse aux urgences, en veillant à ce que l'aide soit rapide, efficace et adaptée aux contextes locaux.

Cependant, les crises au Mali et dans la région s'inscrivent dans un cadre prolongé de vulnérabilités structurelles qui ne peuvent être résolues par la seule réponse humanitaire. C'est pourquoi il devient essentiel de développer parallèlement des activités de développement et de résilience, permettant d'accompagner les communautés au-delà de l'urgence immédiate. En plus d'apporter un secours vital, les ONGI s'emploient à soutenir la relance des moyens de subsistance, à renforcer les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et l'accès à l'eau, et à appuyer la cohésion sociale dans des contextes fragilisés.

Ces efforts visent à réduire durablement les besoins récurrents et à préparer les populations à mieux résister aux chocs futurs, qu'ils soient liés aux crises sécuritaires, aux catastrophes naturelles ou aux effets du changement climatique. Ainsi, l'action des ONGI ne se limite pas à sauver des vies à court terme, mais contribue aussi à construire un avenir plus stable, plus autonome et porteur d'espoir pour les familles maliennes.

Consolider et pérenniser les acquis

Les résultats obtenus en 2024 seront consolidés. Des stratégies de pérennisation des acquis seront mises en place en partenariat avec la communauté.

Explorer les nouveaux financements pour étendre les opérations

Pour atteindre ces différents objectifs, les ONGI, sous le leadership du FONGIM, veilleront à développer et diversifier leurs financements institutionnels ainsi que leurs ressources en dons privés. Les bailleurs non traditionnels seront également prospectés dans l'espoir de nouer des partenariats financiers durables.

Renforcement de la coordination

Le FONGIM renforcera la coordination en mettant en place et/ou en consolidant des cadres de coordination. Ce renforcement permettra de mutualiser les ressources entre les ONGI, d'éviter les doublons et d'optimiser ainsi les résultats.





BONNES PRATIQUES

Ce chapitre met en lumière les bonnes pratiques et les exemples de réussite qui découlent d'une collaboration efficace avec l'État malien et d'une approche de localisation de l'aide.

Chaque succès est un récit puissant qui illustre comment des partenariats solides et des actions concrètes, adaptées au contexte local, transforment des vies et renforcent la résilience des communautés.

Ces réussites ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont le reflet d'un modèle de gouvernance partagée où l'expertise internationale et le leadership national se complètent pour maximiser l'efficacité et l'impact des interventions.

Ces synergies ont permis d'intégrer de manière effective plusieurs services contribuant ainsi à un système plus résilient



LOCALISATION DE L'AIDE ET COLLABORATION AVEC LES SERVICES TECHNIQUES DE L'ÉTAT

En 2024, les **82 organisations internationales** cotributrices à ce rapport ont mis en œuvre plus de **160 projets** humanitaires et de développement à travers le Mali, en étroite collaboration avec plus de **170 organisations nationales** et avec l'appui de **70 services techniques de l'État**.

Cette synergie d'actions a permis d'apporter une réponse directe et coordonnée aux besoins de plus de **4 millions de bénéficiaires** sur l'ensemble du territoire national.





Un partenariat stratégique pour la sécurité alim

Dans un contexte de défis socio-économiques et environnementaux, les organisations internationales membres du Forum des ONG internationales au Mali (FONGIM) ont su initier avec la République du Mali des alliances stratégiques pour renforcer des secteurs clés, notamment la sécurité alimentaire et le développement durable.

C'est dans cette optique que s'inscrit la convention de partenariat signée le 9 janvier 2024 entre le Ministère de l'Agriculture de la République du Mali et l'ONG World Vision International Mali (WVIM).

Ce partenariat, bien plus qu'un simple accord, constitue un cadre de collaboration formel et structuré visant à conjuguer les efforts et les expertises pour un impact durable sur les populations maliennes. L'objectif commun est de contribuer efficacement au développement économique et social, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La convention de partenariat s'appuie

sur une vision partagée. Le Ministère de l'agriculture et World Vision International Mali s'engagent à œuvrer de concert pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des priorités nationales. Le partenariat se concentre sur plusieurs axes stratégiques majeurs : l'agriculture, le développement économique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il ne se limite pas à la mise en œuvre de projets, mais englobe l'ensemble du cycle d'intervention, de l'identification des besoins à la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des opérations sur le terrain.

Cette approche intégrée garantit une plus grande efficacité et une meilleure cohérence entre les actions de l'ONG et les politiques publiques nationales. Le Ministre de l'Agriculture et le Directeur National de **World Vision Mali** ont officialisé cet engagement par leur signature, soulignant l'importance de cette alliance pour le développement du pays.



mentaire et le développement durable au Mali

Depuis la signature de la convention, le partenariat a déjà donné lieu à de nombreuses réalisations concrètes qui illustrent la dynamique de cette collaboration. Au niveau institutionnel, les deux parties ont renforcé leur dialogue et leur coordination. Le Ministère de l'Agriculture a activement participé à l'élaboration de la stratégie 2026-2030 de **World Vision**, témoignant d'un alignement des priorités et d'une volonté d'harmonisation des actions sur le long terme. Cette participation s'est concrétisée lors d'un atelier qui s'est tenu du 20 au 23 mai 2025. Le ministère a également été un partenaire de choix lors d'événements publics, notamment le Café de presse de **World Vision International Mali** en février 2025 et la cérémonie de lancement de la campagne ASSEZ en mai 2024.

La synergie s'est également manifestée par la prise en compte des politiques agricoles et environnementales du Ministère par **World Vision Mali** dans ses programmes. Un travail conjoint a été entrepris pour élaborer une feuille de route en

matière de résilience, intégrant les Priorités Résilience Pays et l'Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Cette approche collaborative assure que les initiatives de **World Vision International Mali** sont pleinement intégrées dans la stratégie nationale de développement et contribuent à la résilience des communautés face aux crises.

Le partenariat entre le Ministère de l'Agriculture et **World Vision International Mali** est un modèle de collaboration entre l'État malien et le FONGIM. Les réalisations depuis le 9 janvier 2024 démontrent que l'alignement stratégique et l'engagement des deux parties permettent de démultiplier l'impact des actions en faveur des populations. Cette convention a ouvert la voie à un travail coordonné qui ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats, mais qui investit dans l'avenir, en renforçant la résilience des communautés et en contribuant à la souveraineté alimentaire du Mali.



La Fondation Strømme et la localisation de l'aide au Mali

La **Fondation Strømme** a adopté une approche stratégique pour la localisation de l'aide au Mali, en s'appuyant sur l'approche axée sur les droits, la gestion axée sur les résultats et le partenariat local. Cette stratégie est en accord avec les principes humanitaires et vise à renforcer l'impact durable des actions menées, notamment dans les domaines de l'éducation de qualité inclusive pour les groupes marginalisés et défavorisés, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance des populations pauvres.

Mise en œuvre et bonnes pratiques de la localisation

Autonomisation des acteurs locaux:
La **Fondation Strømme** considère que la pauvreté est une conséquence du manque de capacités, et pas seulement du manque de ressources. Ses interventions visent à équiper les communautés et les bénéficiaires des capacités nécessaires pour sortir durablement de la pauvreté. La résilience des communautés

est renforcée en se concentrant sur cinq types d'actifs fondamentaux : humains, financiers, naturels, sociaux et physiques. Deux bonnes pratiques illustrent cette approche :

- Stratégie de scolarisation accélérée passerelle (SSAP) : Grâce à une collaboration entre l'État, les collectivités territoriales et les ONG nationales, ce programme a permis à des milliers d'enfants de rattraper leur retard scolaire et de poursuivre leur éducation.
- « Épargner pour le changement » : Ce modèle a permis à des milliers de femmes de s'intégrer socio-économiquement en développant des activités génératrices de revenus. Elles ont également acquis des compétences pratiques et de vie courante. Ces groupes se sont ensuite regroupés en associations, qui agissent comme plateformes de plaidoyer et guichets économiques locaux.

Partenariats équitables

La fondation s'appuie sur des partenariats solides avec des ONG nationales, qu'elle considère comme des « maîtres d'œuvre » pour coordonner divers projets (éducation, microfinance) dans des zones géographiques précises. Ces collaborations sont formalisées par des conventions mettant l'accent sur la bonne gouvernance et la gestion des ressources.

Voici deux exemples de bonnes pratiques en matière de partenariats :

- Analyse institutionnelle et organisationnelle : Tout partenariat commence par une analyse participative des capacités et des risques de l'ONG partenaire. Cela permet de définir un plan de renforcement des capacités qui est suivi annuellement et que les partenaires peuvent évaluer eux-mêmes.
- Processus de suivi : Un processus de suivi participatif est mené pour définir les coûts unitaires et les objectifs des programmes, en intégrant le principe de coût-efficacité. Le suivi et l'évaluation se concentrent sur la reddition de comptes mutuelle et l'autonomisation, avec des espaces de dialogue animés par les parties prenantes (ONG, services techniques, collectivités territoriales).

Renforcement des capacités, qualité et apprentissage

Renforcement des capacités:

La **Fondation Strømme** soutient les acteurs locaux pour qu'ils s'approprient les projets et assurent leur durabilité. Ce renforcement se fait via un plan participatif qui intègre des aspects institutionnels, or-

ganisationnels et de programme.

Qualité et apprentissage

La stratégie de suivi et d'évaluation de la fondation (MERL pour Monitoring, Evaluation, Research, Learning) vise à améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté. Deux bonnes pratiques illustrent cette approche :

- Approche MERL : Ce système est participatif, impliquant activement les partenaires et les communautés, qui sont considérés comme les « propriétaires des données ». Le MERL utilise les principes de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR).
- Approche communale : Cette approche privilégie la synergie et la concentration des interventions dans des zones géographiques spécifiques pour optimiser les résultats. Elle implique les acteurs locaux à toutes les étapes des projets, renforçant ainsi la gouvernance locale et la durabilité des actions.



Gouvernement malien – Plan International Mali : Un modèle collaboratif pour une réponse sanitaire efficace au Mali

La lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et les hépatites virales constitue une priorité majeure de santé publique au Mali. Pour y répondre, le Gouvernement a adopté le Plan Stratégique National Intégré (PSNI 2023-2026), cadre unique qui oriente l'ensemble des interventions nationales et garantit l'alignement de tous les partenaires.

Le Fonds mondial, partenaire historique et principal bailleur de la réponse, a renouvelé sa confiance au Mali à travers le septième cycle de financement (GC7 : 2024-2026). Dans ce cadre, le pays a mandaté **Plan International Mali** comme Récipiendaire Principal (PR) de la subvention VIH /TB , en partenariat étroit avec la Cellule Sectorielle de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et les Hépatites Virales (CSLS-TBH), la Direction Générale de la Santé et de l'hygiène Publique (DGSHP), la Direction Régionale de la Santé (DRS), la Pharmacie Populaire du Mali (PPM), L'unité de Mise en œuvre du Renforcement du Système de Santé (UMRSS), et d'autres partenaires de mise en œuvre comme ARCAD Santé

Plus , l'UMRSS CRS pour les interventions communautaires et transversales.

Cette configuration illustre un modèle de gouvernance partagée, où expertise internationale et leadership national se complètent pour maximiser l'efficacité et l'impact des interventions.

En 2024, 82% des activités planifiées (121 sur 148) ont été réalisées, avec un taux d'exécution global de 90%. Les principales réalisations sont :

- Renforcement des compétences des agents de la CSLS-TBH et des prestataires de soins ;
- Amélioration de certains indicateurs programmatiques, notamment dans la prévention et la prise en charge des populations clés ;
- Élaboration de documents normatifs pour harmoniser les pratiques et guider la mise en œuvre ;
- Poursuite de l'intégration des soins VIH/TB/HV, assurant une approche holistique centrée sur le patient ;

- Amélioration du plateau technique, avec un meilleur équipement des structures de santé.
- Réception des produits de santé et des moto ambulances

La réussite des interventions repose sur des mécanismes de gouvernance solides et inclusifs, permettant une coordination efficace entre **Plan International Mali**, la CSLS-TBH, la DGSHP, les DRS, la PPM, l'UMRSS et les autres partenaires de mise en œuvre.

Ces mécanismes comprennent :

- un cadre mensuel de coordination avec la CSLS-TBH pour le suivi opérationnel des activités ;
- un cadre trimestriel de concertation avec la DGSHP et les DRS pour harmoniser planification et reporting ;
- un cadre mensuel de suivi des intrants médicaux, en collaboration avec la PPM et la DPM, pour sécuriser la disponibilité des produits essentiels.
- La présence de Plan International au niveau national et régional contribue à faciliter la mise en œuvre sur le terrain, en renforçant le suivi et la coordination avec les partenaires locaux et nationaux.

La mise à disposition de ses bureaux dans certaines régions, notamment dans le Nord, a permis de consolider les échanges opérationnels, d'améliorer la supervision et de soutenir une réponse plus harmonisée et réactive aux besoins des populations.

Cette configuration illustre comment la complémentarité entre les acteurs nationaux et internationaux peut optimiser l'efficacité des interventions, renforcer la cohérence des programmes et garantir la transparence et la synergie entre partenaires.

L'expérience de mise en œuvre conjointe des programmes du Fonds mondial au Mali a permis de dégager plusieurs enseignements stratégiques :

- Renforcement durable de la coordination : les mécanismes de gouvernance partagée ont consolidé l'échange d'informations et la planification conjointe, optimisant l'efficacité et l'usage des ressources tout en réduisant les chevauchements.
- Appropriation institutionnelle accrue : le leadership du Gouvernement, soutenu par l'expertise technique des partenaires, a renforcé la capacité de pilotage et de supervision des structures nationales, contribuant à un système de santé plus résilient.
- Proximité opérationnelle et réactivité : la présence territoriale de Plan International et la mise à disposition de bureaux régionaux, notamment dans le Nord, ont permis un suivi plus rapproché des activités et une coordination fluide avec les partenaires régionaux, favorisant la continuité et la qualité des services.
- Culture de transparence et de synergie : la collaboration a favorisé l'adoption de pratiques de reporting et de supervision harmonisées, renforçant la cohérence des interventions et la responsabilisation des acteurs.
- Impact tangible sur les populations : ces synergies ont contribué à l'intégration effective des services VIH/TB/HV, améliorant l'accès aux soins pour les populations vulnérables et clés et renforçant l'équité des résultats.

Telimani, une reponse collaborative pour combler le vide medical en zone fragile

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle qui a profondément affecté le bien-être social, sanitaire et économique, notamment dans les régions de Tombouctou et Gao.

Cette crise a entraîné une insuffisance criante d'accès et d'offre de services de santé, tout particulièrement pour les femmes et les enfants. Face à cet enjeu, la Société malienne de gynéco-obstétrique (SOMAGO) a initié le projet « Telimani », en collaboration avec l'Association malienne de pédiatrie (AMAPED), l'Office national de la santé de la reproduction (ONASR) et l'**ONG internationale John Snow Inc. (JSI)**.

L'objectif : améliorer la qualité des soins mère-enfant dans les structures de santé confrontées à un manque de personnel qualifié, grâce au déploiement d'internes en gynéco-obstétrique et en pédiatrie.

Grâce à un soutien technique et financier clé du projet Momentum pour la résilience sanitaire intégrée (MIHR), financé par le gouvernement américain, une phase pilote a été déployée dans le district sanitaire de Tombouctou.

Un protocole d'accord a été établi entre l'ONASR, l'AMAPED, la SOMAGO, la Direction régionale de la santé de Tombouctou et **JSI**, clarifiant les engagements de chacun.

Dans ce cadre, **JSI** a joué un rôle moteur en assurant notamment :

- La prise en charge intégrale des billets

d'avion (aller-retour Bamako – Tombouctou) pour quatre internes affectés au district sanitaire ;

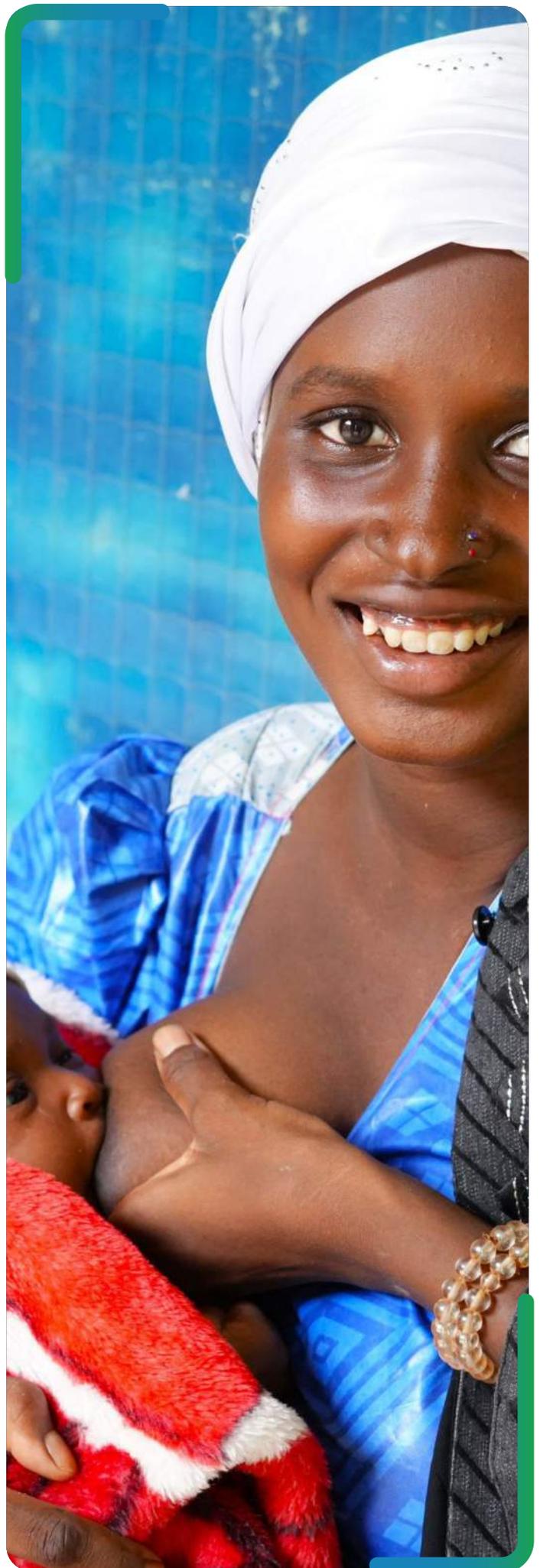
- L'octroi d'une motivation financière mensuelle de 100 000 FCFA par interne, ainsi qu'un forfait internet de 10 000 FCFA, afin de faciliter leur installation et leur connexion du 1er mai au 30 septembre 2025 ;
- L'organisation et l'animation de réunions bi-hebdomadaires de suivi des activités, sous le leadership de la Direction générale de la santé et de l'hygiène publique.

Grâce à cet appui logistique et financier décisif de **JSI**, 2 303 personnes ont bénéficié de services de santé entre mai et août 2025 dans trois structures du district de Tombouctou.

En gynéco-obstétrique, 1 752 femmes ont été consultées, avec 64 grossesses à risque détectées et 478 accouchements dont 69 césariennes. On relève un taux de survie de 99 % pour la mère et l'enfant. Du côté pédiatrique, 539 enfants de moins de 5 ans ont été pris en charge pour des affections telles que les infections respiratoires aiguës (225 cas), le paludisme (113 cas), les gastro-entérites (57 cas) et la malnutrition (34 cas).

La collaboration du projet MIHR, portée avec efficacité par **JSI**, aux côtés des services techniques de l'État, démontre qu'il est possible de pallier le déficit en personnel qualifié dans les zones fragiles grâce au déploiement supervisé d'internes.

Les résultats encourageants enregistrés en seulement quatre mois en attestent. Au-delà de son partenariat avec les institutions publiques, **JSI**, via le projet MIHR, continue de renforcer les synergies avec les acteurs humanitaires et de développement pour optimiser la coordination et l'impact des interventions sur le terrain.





La collaboration entre ACTED et les services techniques de l'État : un modèle pour la reconstruction au Mali

Dans les régions de Bandiagara, Ménaka et Gao au Mali, où la cohésion sociale et le développement sont mis à l'épreuve par les conflits, le projet « Construisons pour la Paix » a été lancé en 2021 pour une durée de cinq ans. Mis en œuvre par un consortium d'organisations dirigé par **Acted**, ce projet vise à promouvoir un développement socio-économique durable tout en renforçant la gouvernance locale. Il combine la construction d'infrastructures essentielles (centres de santé, marchés, points d'eau) avec des actions de renforcement des capacités et de cohésion sociale. Le projet utilise notamment la méthode de la Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) pour créer rapidement des emplois, en particulier pour les jeunes. Pour garantir la pertinence, la qualité et la durabilité de ses réalisations, le projet s'appuie de manière stratégique sur la collaboration étroite avec les services techniques déconcentrés (STD) à chaque étape du cycle des infrastructures.

L'efficacité du projet « Construisons pour la Paix » réside dans l'intégration des services techniques déconcentrés de la phase de planification à la réception finale des ouvrages. Cette approche garantit que les choix d'infrastructures sont pertinents, conformes aux normes nationales et adaptés aux besoins réels des communautés.

Participation aux dialogues communautaires : Les STD sont systématiquement associés aux dialogues communautaires qui précèdent le choix des infrastructures à construire ou à réhabiliter. Leur présence est officialisée par leur signature des procès-verbaux de dialogue, aux côtés des autorités locales et coutumières. Leur rôle est crucial pour fournir un avis technique sur la faisabilité, l'emplacement et la pertinence des projets.

Par exemple, le Service de l'Hydraulique valide la disponibilité de l'eau en amont de tout projet de forage.

Rédaction des cahiers des charges :

Chaque service technique apporte son expertise spécifique pour la rédaction des cahiers des charges et des spécifications techniques. Le Service de l'Hydraulique s'occupe de la conception des forages, le Service du Génie rural de la construction des infrastructures pastorales, et les Services de Santé des normes pour les centres de santé communautaires (CSCOM). Le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) et les Services de l'Urbanisme et de l'Assainissement interviennent pour les écoles et les latrines.

Supervision et suivi des travaux :

Les STD participent aux réunions hebdomadaires de chantier et effectuent des visites de supervision régulières pour s'assurer que les entreprises locales respectent les normes de construction et de sécurité. Ils apportent leur appui technique en cas de besoin, comme pour l'adaptation des plans ou la gestion des matériaux.

Réceptions des ouvrages :

Le contrôle final des ouvrages se fait conjointement. Les STD s'assurent que les constructions sont conformes aux cahiers des charges avant de signer les procès-verbaux de réception, garantissant ainsi la qualité et la conformité des travaux aux standards nationaux.

Des exemples concrets d'une collaboration réussie

Cette collaboration se manifeste par des résultats tangibles sur le terrain. Les forages, essentiels pour l'accès à l'eau potable, sont validés, suivis et réceptionnés par le Service de l'Hydraulique. De même, la construction ou la réhabilitation des écoles est supervisée par le CAP, l'Urbanisme et l'Assainissement. Les

infrastructures pastorales, telles que les parcs de vaccination ou les marchés à bétail, sont contrôlées par le Service du Génie rural pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins des éleveurs. Enfin, les CSCOM sont contrôlés par les Services de Santé qui veillent au respect des normes sanitaires et à la qualité des équipements.

En associant les services techniques déconcentrés à chaque étape du projet, « Construisons pour la Paix » ne se contente pas de bâtir des infrastructures. Le projet renforce l'appropriation locale, la durabilité des acquis et favorise la stabilisation des zones d'intervention. Cette collaboration étroite entre les organisations humanitaires et les structures étatiques décentralisées est un modèle de gouvernance locale renforcée et de développement durable.



L'approche de CARE International pour la localisation de l'aide au Mali

La localisation traduit dans le modèle opérationnel de **CARE** sous le vocable "locally-led" ou "dirigé localement" fait partie des principes programmatiques clés de **CARE** depuis plusieurs années. Ce modèle s'aligne sur les principes généraux de l'organisation en matière de programmation et d'assurance qualité à travers la focalisation délibérée sur la collaboration avec d'autres acteurs de préférence locaux afin de maximiser l'impact de nos programmes, à établir des alliances et des partenariats avec ceux qui proposent des approches complémentaires localement adaptées et qui sont capables d'adopter des approches de programmation efficaces et/ou ont la responsabilité de défendre les droits et de réduire la pauvreté par le biais de changements politiques et de leur mise en œuvre.

En effet, depuis son cycle stratégique 2016-2025 et bien avant, **CARE Mali** s'était fixé une vision holistique, un objectif d'impact et une théorie spécifiques en matière de partenariat fondé sur le "dirigé localement" qui liaient le travail en par-

tenariat avec les ONGs nationales et les structures à la base (Organisations communautaires individuelles/faïtières) à une exigence d'atteinte d'impact accru et à effet multiplicateur et plus durable au niveau communautaire car porté/leader par des organisations qui ont un ancrage communautaire plus robuste et une présence plus effective qui va au-delà de la durée de vie des interventions limitées dans le temps.

Ce processus de sélection des partenaires pour l'implémentation/concrétisation du locally-led met une emphase, conformément à l'ambition de l'organisation et d'alignement sur son groupe d'impact prioritaire, sur les organisations dirigées par les femmes/filles (WLOs), dirigées par les jeunes (YLOs) et/ou de défense des droits des femmes/filles et des jeunes.

Le modèle développé par **CARE** va au-delà d'une dynamique de transfert de l'exécution/implémentation (ONG partenaire d'exécution d'un projet déjà conçu) mais s'inscrit dans une optique de co-création depuis le stade design, la mise en œuvre conjointe basée sur les avantages comparatifs (expertise/niches) de part et d'autre, le suivi évaluation participatif y compris l'évaluation du partenariat et non du partenaire sur une base annuelle et l'apprentissage collaboratif sur les niches de consolidation/mise à échelle.

Cette vision holistique a été renforcée dans les planifications pluriannuelles subséquentes qui ont succédé au plan stratégique pluriannuel 2016-2025 notamment le plan stratégique pluriannuel en cours à savoir le plan 2023-2027 qui a porté à échelle les acquis antérieurs dans une optique de consolidation et mise à échelle à travers la correction de certains points à améliorer tirés de l'évaluation participative avec les organisations nationales, locales partenaires.

De nos jours les projets et programmes de **CARE** sont mis en œuvre avec plus d'une quinzaine d'organisations nationales aussi bien pour les interventions développement long terme qu'humanitaires autour des 04 principes directeurs/piliers prioritaires : Leadership éclair é/partagé bâti sur les avantages comparatifs de part et d'autre, qualité des programmes à travers des projets contexte spécifiques et adaptés portés conjointement, Gestion/mitigation des risques sur une base collégiale ; gestion des connaissances et innovations bâti sur les réalisations et les évaluations participatives périodiques.

Les piliers « Leadership éclairé » et « Gestion des connaissances et innovations » favorisent la cocréation en donnant la parole aux acteurs locaux et en encourageant le développement collaboratif de solutions adaptées aux contextes. Les ressources sont allouées en priorité pour soutenir l'indépendance financière des acteurs locaux, tandis que des réseaux solides sont mis en place grâce à des partenariats stratégiques, à la gestion des risques et à des pôles d'innovation, favorisant ainsi un environnement inclusif et connecté. Cette harmonisation garantit que l'approche de **CARE Mali** est à la fois durable et efficace au niveau local.

CARE Mali fidèle à son ambition d'organisation apprenante poursuit le processus d'évaluation participative continue de ce modèle car voit en elle une occasion unique d'améliorer encore ses performances en matière de modélisation du partenariat axé sur le "locally-led" afin d'intégrer des objectifs plus efficaces dans ses nouvelles interventions pour plus d'impact.



CAS DE SUCCES

Au-delà des chiffres et des statistiques, ce chapitre se veut une vitrine des histoires humaines qui témoignent de l'engagement des ONG internationales au Mali.

Chaque cas de succès est un récit puissant qui illustre comment des actions concrètes transforment des vies et renforcent la résilience des communautés. Ils sont le reflet de la

détermination, de l'expertise et de l'innovation de nos membres pour faire face aux défis complexes du terrain.

Ces succès ne sont pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une collaboration efficace et d'une adaptation constante aux besoins réels des populations.

Mamoutou, une vision retrouvée pour un avenir prometteur.



Sightsavers s'efforce de réduire la prévalence de la cécité évitable au Mali en améliorant l'accès à des soins oculaires durables et de qualité pour tous.

La présente étude cas a été réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet santé oculaire de Sightsavers qui intervient dans 3 régions sanitaires au Mali dont Koulikoro, Sikasso et Ségou.

« Je m'appelle Koniba Soumaré, mère de Mamoutou Mariko âgé de 10 ans, j'habite à Laminibougou dans le cercle de Fana. Depuis le bas âge, nous avons constaté chez lui des difficultés de vision. Nous n'avions pas pris cela au sérieux, on se disait qu'il était paresseux et n'aimait pas aller jouer avec ses camarades ou aller à l'école.

Un jour son maître m'a appelé pour me dire qu'il était vraiment nécessaire de l'amener au centre de santé pour une consultation car son problème de vision entraînait des répercussions sur son niveau scolaire.

Il avait du mal à bien voir le tableau malgré le fait qu'il ait été placé à la première table de devant.

C'est lors d'une campagne dans le centre de santé de Fana que j'ai entendu parler de **Sightsavers** à travers les radios locales.

J'ai amené Mamoutou pour se faire consulter et j'ai été informé qu'il a la cataracte aux deux yeux et que cela nécessitait une opération. J'avais commencé à m'inquiéter pour les frais de l'opération. C'est alors que les agents m'ont informée que la campagne est prise en charge par une ONG « **Sightsavers** ». L'opération s'est déroulée avec succès, Mamoutou continue d'aller à l'école et joue au football chaque soir avec ses camarades.

Je tiens à remercier beaucoup l'ONG qui a financé l'activité qui a permis de prendre en charge sa maladie.

Et Mamoutou de renchérie:

« J'ai 10 ans, je fais la 3ème année et je suis très heureux à l'école maintenant car je ne suis plus dernier de ma classe et mon écriture s'améliore beaucoup.

Avant, mon écriture était presque illisible parce que je ne voyais pas bien au tableau. J'étais triste avant mon opération car à cause de mon problème de vision, mes camarades avec qui j'ai commencé l'école m'ont devancé, j'ai redoublé deux fois. Je ne vais pas abandonner l'école et je suis déterminé à me battre pour réussir car je vais travailler très dur à l'école pour devenir un militaire afin d'aider mon pays et aussi mes parents dans l'avenir... »

Comment les sacs potagers ont transformé l'alimentation et la vie des femmes de Sékoro.



Ayuda en Accion travaille au Mali depuis 2021. Son action se concentre sur des projets clés tels que « Aide à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations déplacées et des communautés d'accueil dans la région de Ségou » et « Résilience face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle », qui répondent aux défis cruciaux du pays.

Nous privilégions le développement local, en collaborant avec les organisations locales, les gouvernements et les donateurs internationaux afin de garantir un impact durable et l'autonomie.

Dans le cadre d'Alliance 2015, nous nous appuyons sur l'expertise collective, des solutions innovantes et des partenariats mondiaux pour amplifier l'impact, transformer les systèmes et construire un avenir plus juste et équitable pour tous.

« Je suis la présidente du groupement des femmes de Sékoro. En 2024, grâce à l'ONG **Ayuda en Acción**, nous avons mené une campagne des sacs potagers.

Avant cette campagne, je pensais qu'avoir un petit jardin était impossible pour moi, car je n'avais pas de terre à proximité de ma maison. Quand j'ai reçu mon sac potager et appris comment l'utiliser, j'ai découvert qu'on pouvait cultiver beaucoup de légumes dans un si petit espace.

Aujourd'hui, je récolte mes propres tomates, gombos et piments. Cela a réduit mes dépenses au marché et amélioré l'alimentation de mes enfants.

Les cultures sont entièrement biologiques : aucun engrais chimique, aucun pesticide, seulement des méthodes naturelles qui préservent la santé. J'ai reçu quatre sacs potagers que j'ai installés à côté de ma cuisine.

J'y cultive des tomates, du poivron, de l'aubergine et du chou. Ma petite parcelle est devenue un véritable espace d'inspiration : chaque jour, des femmes du village viennent la visiter, curieuses de savoir comment j'ai réussi.

Conseil aux autres femmes : Avec un sac potager, on peut nourrir sa famille et même vendre un peu pour avoir un revenu. Il faut juste essayer et être patiente.

Produire de la pomme de terre dans le désert : le pari réussi à Tombouctou



Dans l'imaginaire collectif, désert rime avec sécheresse et impossibilité de cultiver. Pourtant, à Tombouctou, l'un de nos projets a prouvé qu'il était possible de transformer cette réalité.

Grâce au Programme de Renforcement des Chaînes de valeur agricoles, aussi appelé « Jege Ni Jaba » porté par **Cordaid**, des agriculteurs de la région sont parvenus à produire une denrée dont la culture était jusque-là réservée au sud du pays : la pomme de terre.

Cultiver l'espoir au cœur du désert

Tombouctou, comme les autres régions du nord, fait face à des défis multiples, notamment sécuritaires et climatiques. Cependant, les agriculteurs accompagnés par le projet « Jege Ni Jaba » n'ont pas cédé au découragement : ils ont relevé le défi.

Les producteurs ont bénéficié d'un soutien varié et complémentaire : mise à disposition de semences de pomme de terre (4 tonnes), installation de kits d'irrigation solaire (forages, bassins, pompes et équipements d'aspersion), ainsi que des formations pratiques, innovations.

En encourageant l'usage de l'énergie solaire et des techniques agricoles économes en eau, le projet contribue aussi à atténuer les effets du changement climatique.

Plus qu'une récolte, un avenir

La culture de la pomme de terre ne se limite pas à remplir les greniers. Elle crée des emplois, génère des revenus et offre de nouvelles perspectives économiques aux jeunes et aux familles.

En 2024, le projet a favorisé la création de 2 920 emplois liés à la production, au stockage et aux activités connexes. Une grande majorité (90 %) a été occupée par des jeunes, et 8 % par des femmes. La vente de plants a par ailleurs généré des revenus estimés à 58,6 millions de FCFA, contribuant directement à l'amélioration du bien-être des ménages impliqués.

Au total, 1 555 petits producteurs ont pu augmenter leurs revenus grâce à la production semencière, dont 15 % de femmes et 30 % de jeunes, renforçant ainsi l'autonomisation économique de ces groupes.

Au-delà de l'amélioration des revenus, « Jege Ni Jaba » a permis d'accroître la disponibilité locale de la pomme de terre, répondant ainsi à une demande croissante. En 2024, la production de plants (semences) a atteint 111 tonnes, tandis que la production de pommes de terre de consommation a été estimée à 120 tonnes. Ces résultats contribuent non seulement à renforcer la sécurité alimentaire, mais aussi à consolider la filière au niveau local, en réduisant la dépendance aux importations.

«Une bouillie pour la vie» : L'histoire d'Adjaratou et d'Amadou, transformée par le projet TLTN



À 25 kilomètres au nord-est de la ville de Bla, dans le paisible village de Sambala, l'agriculture et l'élevage rythment la vie quotidienne. Mais derrière cette apparente tranquillité, certaines familles luttent en silence contre la malnutrition infantile. C'est dans ce contexte que **Helen Keller International** à travers son projet Transforming Lives Through Nutrition (TLTN) a fait son entrée, apportant avec lui une lueur d'espoir.

Parmi les nombreuses histoires de transformation, celle d'Adjaratou Sogoba et de son petit-fils Amadou Sanogo illustre avec force l'impact de **Helen Keller International** à Sambala. Abandonné par sa mère à l'âge de dix mois, Amadou a été confié à sa grand-mère Adiaratou, sans ressources ni soutien et dont le jardinage était compromis par l'insécurité locale. La grand-mère se retrouve impuissante face à l'état de santé de l'enfant.

Un jour, poussée par l'inquiétude, elle se rend au centre de santé de Sambala. Par chance, elle assiste à une séance de sensibilisation nutritionnelle organisée par le projet TLTN. base de mil, haricot et arachide, des ingrédients locaux, simples mais puissants.

Ce jour-là, les superviseurs du programme démontrent la préparation d'une bouillie enrichie à base de mil, haricot et arachide, des ingrédients locaux, simples mais puissants.

Ce fut une révélation. Amadou goûte à la bouillie et la dévore avec appétit, sous les regards émus des femmes présentes. Dès lors, cette bouillie devient son aliment principal, consommée trois fois par jour. En quelques mois, l'enfant reprend des forces, grandit normalement et retrouve le sourire.

Grâce à l'approche communautaire du projet, qui combine supplémentation en micronutriments, soutien nutritionnel localisé et renforcement des capacités des femmes, Adjaratou a sauvé son petit-fils. Aujourd'hui, Amadou est un enfant en bonne santé, symbole vivant de la résilience et de l'efficacité des interventions du projet.

L'histoire d'Amadou a inspiré toutes les femmes du village qui ont toutes adopté la recette de la bouillie enrichie et nourrissent désormais leurs enfants avec plus de confiance et de savoir-faire. **Helen Keller International** à travers son projet TLTN n'a pas seulement transformé des vies, il a semé les graines d'un avenir plus sain pour toute une génération.

Awa Sanogo, l'histoire d'une femme qui a pris son avenir en main grâce au soutien d'ACF.



Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition chronique et la promotion de l'autonomisation et le développement de la capacité de résilience de la femmes, **Action contre la Faim** en collaboration avec l'Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM) et la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA) mettent en œuvre le projet de lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali.

Ce cas de succès illustre l'impact profond qu'un projet bien conçu peut avoir sur la vie des bénéficiaires, en particulier lorsqu'il adopte une approche intégrée, mêlant soutien économique, renforcement en activité génératrices de revenus et développement de la confiance en soi.

Awa Sanogo, âgée de 45 ans, membre du groupement Benkelema de l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) du village de Mahadougou, dans la commune de Zanferebougou, cercle et région de Sikasso, a bénéficié de l'appui du projet « Lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali ».

Elle raconte que ces années d'accompagnement ont apporté de nombreux changements dans la vie quotidienne du village, et particulièrement dans celle de sa famille. En effet, auparavant, elle vendait du bois de chauffage, ce qui ne lui rapportait qu'un revenu moyen de 4 000 F CFA par mois, insuffisant pour assurer la couverture sanitaire, les frais de scolarité des enfants, ou encore l'alimentation quotidienne de la famille.

« Aujourd'hui, grâce à la mise en place de la caisse AVEC au sein de notre groupement, les femmes ont un accès plus facile aux crédits, ce qui, auparavant, était inimaginable pour certaines d'entre elles. Lors du deuxième cycle de la caisse d'épargne de notre association, je me suis engagée à prendre un crédit de 25 000 F CFA afin d'investir dans le commerce d'attiéké. Au bout de deux semaines, j'ai pu réaliser un bénéfice de 10 000 F CFA sur les 25 000 F CFA empruntés. »

« Cette activité a apporté beaucoup de bénéfices dans ma vie quotidienne. Les profits que je réalise me permettent non seulement de rembourser les emprunts, mais aussi de couvrir les frais de scolarité de mes enfants, ce qui, autrefois, était très difficile. Je me sens plus autonome et responsable, car je n'ai plus besoin d'aller emprunter auprès d'autres personnes.

Je parviens à acheter mes condiments et à diversifier l'alimentation de ma famille, ce qui a permis de réduire sensiblement les maladies de mes enfants. »

Mariam : retrouver le courage de se battre pour ses enfants grâce à l'aide humanitaire.



Mariam (nom fictif) 42 ans déplacée Médina Coura (Mopti), originaire de Allaye Kokolo (Commune de Pignari Bana, cercle de Bandiagara).

« Quand je suis arrivée ici, j'étais complètement perdue. Du jour au lendemain, je me suis retrouvée dans un environnement inconnu, dans une situation précaire. Moi qui étais pleine de vie, j'ai commencé à perdre espoir. J'étais inquiète et me sentais impuissante face à la situation de mes enfants deux filles et trois garçons tous orphelins de père. J'étais leur seul soutien, et je m'en sortais grâce à ma petite activité de maraîchage. Voir tous ces efforts et sacrifices s'effacer à cause de notre déplacement me faisait énormément souffrir.

Au début, quand vous avez présenté vos activités, je me suis reconnue dans vos cibles, mais il m'était difficile de m'ouvrir ; je préférais rester dans mon coin. Lors groupes de parole, vous avez remarqué mon isolement et la tristesse dans mes yeux. Grâce à votre approche bienveillante, je me suis sentie soutenue, et c'est à ce moment que j'ai voulu m'entretenir avec vous.

Lors de nos séances d'écoute, j'ai pu m'exprimer et parler de mes problèmes. Ce qui m'a énormément soulagée, c'est de pouvoir pleurer devant quelqu'un sans être jugée. Aujourd'hui, cet accompagnement et vos conseils m'ont aidée à prendre conscience de ma valeur, en tant qu'être humain et en tant que survivante. Vous m'avez aidée à redevenir forte pour mes enfants, pour leur avenir.

Aujourd'hui, j'ai retrouvé l'enthousiasme d'avancer et de surmonter mes difficultés. Je vois mes enfants épanouis et je me dis que nous allons nous en sortir. Pour l'instant, je continue mes petites activités de ménage dans la ville, qui nous permettent au moins de subvenir à nos besoins alimentaires.

Merci à vous d'avoir réveillé en moi ce courage de m'en sortir. Je vous en serai éternellement reconnaissante. Que Dieu vous bénisse. »

Au Mali, **DRC** répond aux besoins humanitaires et travaille à la réduction de la violence armée depuis 2014.

DRC travaille avec les communautés touchées par les conflits et les déplacements, les réfugiés et les migrants pour défendre leurs droits, améliorer leur accès aux services de base et à la protection, préserver leur sécurité alimentaire, s'attaquer à la dynamique des conflits locaux, renforcer la cohésion sociale et soutenir la résilience des communautés locales à la violence armée.

Un conflit apaisé, une communauté retrouvée : le succès de la médiation à Konio



Le village de Konio, dans la région de Mopti, au Mali, est une terre d'agriculture et d'élevage. Depuis des siècles, agriculteurs et éleveurs y cohabitent. Cependant, l'exploitation des ressources naturelles a entraîné des tensions entre ces deux communautés. Malgré une délimitation des espaces agricoles et pastoraux, certains agriculteurs ont continué à utiliser les zones réservées au bétail, provoquant un conflit qui a affecté la cohésion sociale du village. Cette situation a conduit à une méfiance mutuelle, des insultes et même des refus de mariage entre les membres des deux communautés.

Face à cette escalade des tensions, les chefs des villages de Konio Marka et Konio Peulh ont pris des sanctions pour tenter de résoudre le problème, mais la situation restait critique. C'est à ce moment que l'équipe de protection du **Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC)** est intervenue. L'objectif était de faciliter un dialogue entre les parties en conflit, en les aidant à communiquer et à collaborer pour trouver leurs propres solutions.

À la suite de cette médiation, plusieurs réunions ont été organisées, aboutissant à des solutions consensuelles. Les parties ont notamment décidé de redynamiser la gestion agro-pastorale au niveau communal et de mettre en place un comité de suivi des accords. Ces mesures visaient à garantir une cohabitation pacifique et durable entre les agriculteurs de Konio Marka et les éleveurs de Konio Peulh.

Le processus de médiation a eu un impact profond sur la communauté. Il a non seulement résolu le conflit foncier, mais a également restauré les liens sociaux. Selon Aissatou, une participante au processus, le rétablissement de la communication et de la collaboration va renforcer l'entraide sociale, qui est un pilier du développement collectif et harmonieux. Le projet a permis aux habitants de Konio de retrouver un climat social apaisé et de travailler ensemble pour un avenir commun.

Ce succès s'inscrit dans le cadre du projet « Protection proactive des civils dans les contextes humanitaires » financé par le Fonds Privés Suédois. En se concentrant sur la médiation et la résolution pacifique des conflits, le **NRC** a démontré l'efficacité de son approche pour améliorer la protection des civils et renforcer la résilience des communautés. Ce cas de succès est un exemple éloquent de la manière dont une intervention ciblée et collaborative peut transformer une situation de conflit en une opportunité de renouveau social.

La maternité de Siranidolo : un symbole d'espoir et de dignité pour les femmes.



«Je m'appelle Fanta Coulibaly, j'ai 56 ans. Je suis épouse, mère de sept enfants et grand-mère. Je vis à Siranidolo, un village rural où je soutiens ma famille grâce au jardinage à petite échelle. Sur mes sept enfants, cinq sont aujourd'hui mariés. Comme beaucoup de femmes de ma communauté, j'ai vécu les difficultés liées à l'absence de soins maternels accessibles.

Jusqu'à récemment, notre village ne disposait d'aucune maternité. Les femmes enceintes devaient parcourir plusieurs kilomètres, souvent à pied ou à bord de moyens de transport précaires, pour atteindre le centre de santé le plus proche, situé à Faladjè. Les routes étaient dangereuses et difficiles d'accès, ce qui exposait les femmes à de graves complications. Certaines perdaient leurs bébés, d'autres y laissaient la vie, simplement parce qu'elles n'avaient pas pu accéder aux soins à temps.

J'ai personnellement vécu cette douleur. Une nuit, ma belle-fille a commencé le travail. Faute de transport et de lumière, nous avons dû attendre le matin. Mais c'était trop tard : mon petit-fils est décédé peu après la naissance.

Comme de nombreuses femmes ici, j'ai accouché de mes enfants à domicile, sans assistance médicale. J'ai survécu à des douleurs et complications, mais toutes n'ont pas eu cette chance.

Aujourd'hui, la situation a profondément changé. Grâce à l'aide d'**Islamic Relief** et de ses généreux donateurs, notre village dispose désormais de sa toute première maternité moderne. Ce centre de santé offre un accès à l'eau potable, à l'électricité solaire, à des médicaments abordables, et dispose d'une salle d'accouchement équipée, de sanitaires intérieurs, de chambres spacieuses pour les patientes et d'un espace d'accueil pour les familles. Sa présence dans notre village a supprimé les distances dangereuses qui séparaient autrefois les femmes des soins essentiels.

Le projet a aussi permis d'organiser des sessions de sensibilisation sur la santé maternelle et infantile, la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre.

Ces formations, animées par des professionnels, nous ont appris des pratiques importantes comme l'allaitement exclusif et l'alimentation des nourrissons. En tant que grand-mère, je me sens aujourd'hui mieux préparée pour accompagner mes filles et belles-filles avec des connaissances que nous n'avions pas auparavant.

Cette maternité représente bien plus qu'une simple structure : elle est un symbole de progrès, de sécurité et de dignité pour les femmes de Siranidolo.»

A Ménaka, l'eau redonne l'espoir



A Ménaka, dans le nord-est du Mali, la vie quotidienne est profondément marquée par l'insécurité persistante et les déplacements forcés des populations. Dans ce contexte particulièrement difficile, avoir accès à l'eau potable demeure un défi quotidien majeur.

Deux femmes partagent leur expérience et témoignent comment l'installation récente d'un point d'eau par **World Vision** a changé leur quotidien.

Kadidiatou, 41 ans, mère de 6 enfants une habitante de Ménaka, se remémore avec émotion les journées difficiles où elle parcourait plusieurs kilomètres sous un soleil brûlant pour approvisionner sa famille en eau « Avant, tout était compliqué. Nous marchions longtemps avec des bidons lourds sur la tête, sans jamais pouvoir rapporter suffisamment d'eau. Souvent, il fallait choisir : laver les enfants ou préparer à manger. »

Ainsi, les enfants restaient souvent sales et régulièrement malades par manque d'eau pour assurer une bonne hygiène. Par ailleurs, cultiver un petit potager, pourtant essentiel pour diversifier et enrichir l'alimentation familiale, était impensable.

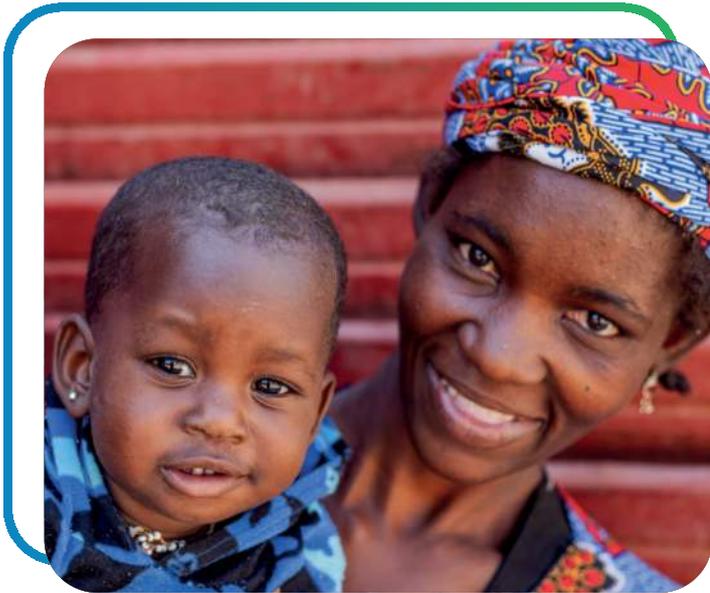
Quant à Alimatou, une déplacée interne de 36 ans originaire d'Andéroukane situé à environ 95 kilomètres de Ménaka, témoigne des difficultés particulières auxquelles les déplacés internes sont confrontés : « Quand nous avons fui Andéroukane, nous avons tout laissé derrière nous. Nous étions plusieurs familles ensemble. On devait payer pour avoir l'eau potable, la barrique d'eau coûtait 1000 FCFA et en acheter était un luxe que nous ne pouvions pas nous offrir. Nous n'avions même pas assez d'eau pour cuisiner ou laver nos habits. »

Aujourd'hui, grâce à la mise en place d'un forage réalisé par **World Vision** au quartier Premier, cette dure réalité a complètement changé. « Désormais, avec ce château d'eau, nous disposons d'eau potable en abondance à quelques pas de chez nous. Finies les longues marches quotidiennes pour l'eau », explique Kadidiatou, soulagée.

Alimatou partage ce soulagement, en décrivant avec joie les améliorations concrètes dans sa vie familiale : « Grâce à ce forage, mes enfants sont enfin propres et en bonne santé. Ils vont fièrement à l'école chaque jour. Nous pouvons désormais laver nos vêtements, cuisiner sereinement, et j'ai même établie un petit jardin dans la maison où poussent maintenant des légumes frais comme, les tomates et les oignons et la laitue. »

En 2024, **World Vision** a réalisé deux points d'eau dans la région de Ménaka, permettant ainsi à plus de 20 000 personnes d'avoir désormais un accès quotidien à une eau potable sûre et suffisante.

Malnutrition au Mali : Le combat d'une famille et la solution Aledia



Au Mali, la malnutrition menace la survie et l'avenir de milliers d'enfants. Pour y répondre, **Terre des hommes**, Action Contre la Faim et World Vision ont créé le consortium Aledia (Alliance pour l'e-Diagnostic).

Cette innovation numérique renforce le système de santé en améliorant le dépistage, le diagnostic et la prise en charge des enfants, tout en facilitant le travail des soignants et l'accès des familles aux soins dans la région de Ségou. Un reportage a été réalisé auprès de la famille ARAMA, bénéficiaire du projet Aledia, dans un petit village du cercle de Macina, dans la région de Ségou.

Le dernier-né de la famille ARAMA est une petite fille du nom d'Aïssata, âgée de 13 mois. Aïssata a été diagnostiquée comme souffrant de malnutrition aiguë sévère grâce au projet Aledia.

« Je m'appelle Boubakary ARAMA, et mon épouse s'appelle Aïdara DIARRA. Nous avons trois enfants et vivons à Kolongo depuis de nombreuses années. Je suis arrivé dans ce village en quête d'aventure et, au fil du temps, j'ai décidé d'y rester. C'est ici que je me suis marié.

Je travaille comme charretier, transportant les marchandises des habitants avec ma charrette pour gagner un peu d'argent et subvenir aux besoins de ma famille. Cependant, mes revenus ne suffisent pas, et il est souvent difficile de nourrir ma famille convenablement.

Lorsque ma fille Aïssata, aujourd'hui âgée de 13 mois, est née, ma femme n'avait pas assez de lait pour l'allaiter correctement. Peu de temps après, Aïssata est tombée malade, et nous ne comprenions pas ce qui lui arrivait. Nous avons essayé plusieurs traitements, mais aucun n'a été efficace. C'est alors que nous avons compris qu'elle souffrait de malnutrition, faute de pouvoir recevoir suffisamment de lait maternel.

Nous avons décidé de l'emmener au Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Kolongo pour une consultation. Elle y a été diagnostiquée avec une malnutrition aiguë sévère.

Elle a immédiatement été prise en charge et a reçu du Plumpy'Nut pour son alimentation. Aujourd'hui, nous sommes soulagés et heureux de constater que la santé d'Aïssata s'améliore considérablement grâce à cette prise en charge.

Mon souhait le plus cher est de pouvoir offrir à ma famille une alimentation suffisante et équilibrée. Je tiens à remercier chaleureusement le projet, qui a sauvé la vie de ma fille et qui continue d'aider des familles comme la nôtre. »

Un jardin pour l'espoir : comment le programme Albarka a transformé la vie de Hawa et de son village



Le programme Albarka de **Save the Children International (SCI)** Mali vise à améliorer la diversification alimentaire dans les communautés. Hawa, une femme du village de Pene, dans la région de Bandiagara, est membre d'un groupe appelé « mère à mère ». Déterminée à améliorer l'alimentation de son ménage, elle a adhéré à ce programme.

Dans son village, l'accès aux légumes frais est difficile et coûteux, ce qui rend les repas peu nutritifs malgré la connaissance de l'importance des vitamines contenues dans les légumes. Face à cette situation, Hawa a découvert l'approche du « jardin de case » grâce au soutien de Save the Children International Mali. Au début, elle a été une des rares femmes à vouloir se lancer, tandis que beaucoup d'autres étaient réticentes.

Le projet l'a accompagnée, à travers un coaching personnalisé, pour lui enseigner comment préparer les planches de culture et entretenir les plantes. Hawa a également reçu des semences variées, comme des tomates, des échalotes, des laitues, des betteraves et des haricots verts.

Grâce à ces efforts, son jardin a prospéré, ce qui a inspiré d'autres femmes du village.

Voyant le succès d'Hawa, d'autres femmes ont décidé de s'engager dans le jardinage. Elles lui ont demandé de l'aide et des conseils pratiques pour aménager leurs propres jardins, ce qu'elle a fait avec plaisir.

Hawa est très fière du travail accompli et a déclaré qu'à ce jour, 19 femmes du groupe « mère à mère » ont chacune leur propre jardin.

La résilience de Fatoumata à Sangha



Fatoumata Dolo, veuve et mère de quatre enfants, originaire du village de Diaminigoura, membre de la communauté hôte dans la commune de Sangha (région de Bandiagara), a enduré des épreuves inimaginables. La perte de son mari à la suite de violences, conjuguée à la sécheresse persistante et à l'instabilité économique, a poussé sa famille au bord de la pauvreté. Elle s'est battue pour fournir à ses enfants les produits de première nécessité, comme la nourriture et les soins de santé.

La vie de Fatoumata a commencé à changer lorsqu'elle a été impliquée dans le projet **CARE Mali** Sangha. Le projet intervient dans le cadre de l'amélioration de la résilience et la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la commune de sangha à travers de multiples activités comme le cash transfert, le cash for work, la mise en place des VSLA, la distribution des semences maraichères et la distribution de la farine enrichie.

Fatoumata issue de la communauté hôte est l'une des bénéficiaires du cash transfert qui lui a permis d'acheter des produits alimentaires essentiels et prendre soin de sa famille.

Avec cette nouvelle sécurité financière, Fatoumata s'est sentie capable de prendre le contrôle de sa situation socioéconomique.

Son travail acharné et son dévouement ont porté leurs fruits. Les rendements des cultures de Fatoumata ont augmenté de manière significative, ce qui lui a permis de vendre le surplus de produits sur le marché local.

Le revenu supplémentaire qu'elle a gagné lui a permis d'envoyer ses enfants à l'école, de couvrir les besoins de base de sa famille et même d'investir dans une petite entreprise (la vente des poissons fumée au niveau du marché.) De nos jours, Fatoumata est engagée dans le jardinage, notamment dans la culture de l'échalotte, de la laitue, du chou, et du piment.

Aujourd'hui, Fatoumata est devenue un modèle pour les autres femmes de Sangha, démontrant qu'avec la volonté et un petit soutien, il est possible de surmonter l'adversité et de se construire un avenir meilleur.

Son histoire témoigne du pouvoir de transformation du projet **CARE Mali** Sangha et de son impact sur la vie des femmes vulnérables et de leurs familles dans la région.

Ensemble plus forts – Resilients grâce à de nouvelles approches



La **Welthungerhilfe** a lancé en 2021 un projet dans la région de Mopti, au Mali, l'un des pays les plus pauvres au monde et fortement affecté par le changement climatique et les conflits. Le projet aide près de 20 000 personnes à adapter leurs pratiques agricoles et d'élevage afin de renforcer la sécurité alimentaire, les revenus et l'égalité des sexes. Le Mali se classe au 188e rang sur 193 à l'indice de développement humain.

Le projet a transformé la vie de nombreuses personnes, dont celle de Niamoye Guindo, une agricultrice de 45 ans. Grâce à de nouvelles techniques apprises, comme la construction de planches retenant l'eau et la fabrication d'engrais et d'insecticides naturels, elle a pu récolter 200 kilos d'oignons ainsi que du gombo, des aubergines et des patates douces.

Sa famille a désormais suffisamment à manger et peut même vendre ses surplus au marché. De même, Ibrahim Kontao, un éleveur, bénéficie d'un nouveau parc de vaccination communautaire, ce qui garantit la santé de ses troupeaux et la qualité de la viande et du lait.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un axe majeur du projet. Le changement climatique a historiquement exacerbé les inégalités, car les femmes, qui sont responsables de nourrir les familles, disposent de parcelles moins productives et parcourent de longues distances pour l'eau.

Les actions du projet changent la donne. Par exemple, à Soroli, un réservoir d'eau permet aux femmes d'arroser leurs jardins sans dépendre des hommes. De plus, les femmes comme Fanta Diarra, une « agricultrice démonstratrice » de 35 ans, cultivent du niébé avec des semences améliorées, ce qui augmente leurs récoltes et leurs revenus.

La diffusion des connaissances est au cœur du projet. Fanta Diarra, par exemple, transmet son savoir-faire à d'autres femmes et affirme que leurs activités ont un grand impact et que les hommes les écoutent et les soutiennent davantage.

En combinant plusieurs volets, tels que les techniques agricoles, les infrastructures et l'éducation, le projet vise à renforcer la résilience durable des communautés face aux crises.

Comme le dit Fanta, les membres de la communauté travaillent et s'entraident, ayant appris ce que les réfugiés ont vécu. Selon Hamadi, un volontaire, « Aujourd'hui est meilleur qu'hier, et demain sera encore mieux ». Cependant, il souligne également l'importance de l'adaptation continue aux défis qui évoluent.

Mali Health, un espoir pour Astan et ses enfants



Astan vit dans un quartier périphérique de Bamako avec son mari et leurs trois enfants. Le revenu de son mari, manœuvre sur des chantiers irréguliers est loin de suffire pour couvrir les besoins de base de la famille. Et chaque jour, Astan se bat pour trouver de l'eau potable, nourrir sa famille, et faire face aux maladies fréquentes de ses enfants.

Un jour, son chemin croisa un Travailleur de Santé Communautaire (TSC) de l'ONG Mali Health, qui menait ses activités de routine dans les familles bénéficiaires. Après quelques échanges avec Astan, le TSC a conclu qu'elle répondait aux critères de sélection du programme Action Pour la Santé (APS).

Il enclencha la procédure d'enrôlement d'Astan dans le programme. Ce qui s'acheva par son intégration ainsi que deux de ses enfants de moins de cinq ans.

Ce programme est une initiative visant à améliorer l'accès aux soins primaires de qualité. Dès lors, le TSC commença à lui rendre visite régulièrement.

Il l'informe, lui explique, la rassure et la sensibilise sur la prévention, l'allaitement exclusif, la nutrition, la vaccination, l'importance de recourir aux soins dans les 24 heures et même la planification familiale.

En plus de ces actions, le programme assure la prise en charge médicale des enfants et des femmes enceintes. Cette prise en charge prend en compte les consultations, médicaments et le suivi des traitements.

Par ailleurs, Astan est membre d'un groupe qui est aussi un autre programme de l'ONG qui facilite l'accès aux soins pour les femmes et les accompagne vers l'autonomisation à travers les AGR. Ces actions couplées ont redonné l'espoir à Astan, qui partage avec les autres femmes de sa communauté des idées novatrices et s'encouragent pour la poursuite des bonnes pratiques.

Selon Astan : « J'ai failli perdre mon fils aîné à cause de mon ignorance. Aujourd'hui, mes enfants vont mieux. Ils vont à l'école, et je vis en harmonie avec eux. Et dès qu'un enfant a de la fièvre ou présente d'autres signes de maladies, je me rends au centre de santé le même jour. L'ONG couvre les frais. J'espère que mon histoire encouragera d'autres femmes à rapprocher les agents de santé qui sont dans leurs communautés pour en savoir davantage sur les programmes de **Mali Health**. Car quand on est bien informé, on peut changer le destin de sa famille. »

L'approche « Climate Proofing » : Un succès de Caritas Suisse au Mali



« Climate Proofing » : est une méthode utilisée par **Caritas Suisse** pour la "Prise en compte systématique du changement climatique à tous les stades de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des projets, par le biais d'évaluations qualitatives et quantitatives des risques et des impacts climatiques et environnementaux, afin de garantir un développement tenant compte des risques et résilient au climat."

Le test de l'application de l'approche « Climate Proofing » a été fait par Caritas Suisse au Mali en 2021 à travers son projet « Renforcer la résilience des communautés rurales du Cercle de Kita et de leur accès au système de marché, Kita III » qui a contribué à mieux adapter les activités aux besoins des bénéficiaires et largement facilité l'atteinte des résultats du projet.

Les expériences de CACH Kita ont contribué à la mise à l'échelle de cette approche dans les autres programmes pays de CACH et auprès ses partenaires (Cluster Sécurité Alimentaire et Education au Mali).

Paroles d'acteurs : Succès et facteurs de réussite

«Je suis très satisfait de la mise en œuvre des mesures d'adaptations que nous avons identifiées lors du diagnostic comme : le choix des semences et des variétés des légumes adaptées, la fabrication et utilisation des composts liquides et « Bokashi » et des biopesticides dans notre périmètre maraîcher. L'application de ces bonnes pratiques ont permis à chaque femme d'augmenter ses revenus.»

Bassirou Dembélé, Conseiller Agricole Villageois (CAV) à Tofassadaga, membre coopérative "SINISIGI".

«Dans le cadre de la diversification des sources de revenus des femmes et du renforcement des capacités de résilience des communautés rurales face aux effets néfastes du changement climatique, nous avons identifié lors des diagnostics participatifs, la pertinence des périmètres maraîchers muni d'un forage et bien clôture. Grâce, à cette réalisation à Karo, je peux confirmer que cela a permis de rendre disponible les légumes pendant très bonne partie de l'année (facteur d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans ce village et environnant) et en plus de l'augmentation des revenus pour les femmes.»

Béré mou Dembélé, 1er Adjoint du Maire de la Commune Rurale de Bougaribaya.

L'amélioration des conditions WASH au centre de santé de Zanabougou au Mali



En 2018, le centre de santé de Zanabougou, dans la région de Ségou au Mali, était l'un des établissements de santé les plus mal équipés en matière de services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH). Une évaluation menée par **Terre des hommes** et les autorités sanitaires a révélé que l'établissement ne disposait d'aucun service de base pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène des mains, et n'avait qu'une gestion limitée des déchets biomédicaux. Le directeur technique du centre, Mahamed THERA, a témoigné qu'il n'y avait qu'un puits traditionnel non protégé et pollué, rendant l'accès à l'eau potable impossible. Une cliente du centre, Nana Ballo, a ajouté qu'elle devait parcourir de longues distances pour trouver de l'eau propre pour les accouchements et qu'il n'y avait pas de latrines utilisables, ce qui rendait la prise en charge des patients difficile.

Pour remédier à cette situation, une équipe du centre de santé a participé en 2018 à une visite d'apprentissage sur l'approche

WASH Fit dans le district sanitaire de Bla, une initiative soutenue par WaterAid et l'OMS. Grâce au soutien de **Terre des hommes** et de la Direction régionale de la santé de Ségou, l'établissement de santé a commencé à mettre en œuvre cette approche en 2020. Un comité WASH Fit a été créé pour définir les priorités et un plan d'amélioration a été élaboré.

Dans le cadre de ce plan, Terre des hommes a financé la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau potable, l'installation d'éviers dans les unités de soins et une borne-fontaine dans la cour de l'établissement. Le comité de gestion du centre de santé a également mis en place un budget pour assurer la maintenance des infrastructures. Ces actions ont permis d'améliorer considérablement les conditions de travail pour le personnel et la qualité des soins pour les patients, notamment en facilitant l'hygiène des mains.

En raison de ces efforts, le centre de santé de Zanabougou est devenu une référence au Mali pour les questions de WASH et de prévention des infections. En juin 2024, à la suite d'une évaluation nationale, l'établissement a été accrédité par l'Agence Nationale d'Évaluation et d'Accréditation des Établissements de Santé (ANAES) pour sa bonne gouvernance et la qualité de ses services de santé. Le Ministère de la Santé a même décerné une attestation officielle au centre. Terre des hommes a été saluée par l'ANAES pour son soutien de qualité dans l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement à Zanabougou.

LISTE ONG INTERNATIONALES CONTRIBUTRICES





REMERCIEMENTS

A nos Partenaires étatiques,
pour la confiance renouvelée et leur soutien constant aux ONG
internationales œuvrant sur le territoire malien.

Au ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
pour sa tutelle et sa disponibilité à nos nombreuses sollicitations.

A tous les ministères partenaires des ONG internationales.

Aux partenaires techniques et financiers,
pour leur appui financier et technique, ainsi que pour leur engagement
indéfectible dans l'atteinte de nos objectifs.

Aux 82 ONG internationales qui ont contribué à ce Rapport, sans vos
données, ce document n'aurait pu voir le jour.

Enfin, **à la population malienne**, pour sa collaboration étroite avec les ONG
internationales pour la réalisation des différentes activités.



NOS BAILLEURS

La réalisation de ce rapport n'aurait pas été possible sans la confiance et le soutien indéfectible des partenaires techniques et financiers du FONGIM.

Nous remercions chaleureusement la **Direction du développement et de la coopération (DDC)** suisse, la **Protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO)**, l'**Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)**, ainsi que les **États-Unis d'Amérique**.

Leur soutien continu, même face à un contexte opérationnel complexe, est un témoignage de solidarité et de partenariat sincère qui fait la différence sur le terrain.



Fongim

Forum des ONG internationales au Mali
Coordonner | Ploider | Renforcer

**RAPPORT DES RÉALISATIONS
DES ONGI MEMBRES DU FONGIM
2024**



CONCEPTION GRAPHIQUE : DÉPARTEMENT COMMUNICATION FONGIM

RAPPORT DES REALISATIONS 2024

des ONGI MEMBRES DU FONGIM

COORDONNER - PLAIDOYER - RENFORCER

